



HAL
open science

Effets de genre à Cuba Résistance du patriarcat et paradoxes de l'émancipation féminine

Blandine Destremau

► **To cite this version:**

Blandine Destremau. Effets de genre à Cuba Résistance du patriarcat et paradoxes de l'émancipation féminine. Laurence Granchamp et Roland Pfefferkorn. Resistances et emancipation de femmes au Sud. Travail et luttes environnementales, L'Harmattan, p. 207-242, 2017. halshs-02114679

HAL Id: halshs-02114679

<https://shs.hal.science/halshs-02114679>

Submitted on 29 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Effets de genre à Cuba

Résistance du patriarcat et paradoxes de l'émancipation féminine

Blandine Destremau¹

Publié in : *Résistances et émancipation de femmes au Sud. Travail et luttes environnementales*, sous la direction de Laurence Granchamp et Roland Pfefferkorn, L'Harmattan, Collection Logiques sociales, 2017, p. 207-242.

Introduction

A Cuba, le patriarcat a résisté aux politiques de développement universalistes et égalitaristes déployées depuis la Révolution de 1959. Héritage de cinq siècles de colonisation espagnole et importé également par les vagues de migrants qui ont peuplé l'île, le patriarcat - entendu comme un rapport social manifesté en un système de valeurs et de représentations, de normes, de pratiques et d'institutions fondé sur l'opposition hiérarchisée entre deux groupes sociaux construits socialement : les hommes et les femmes (Pfefferkorn, 2012) - est en effet demeuré enchâssé dans la société et dans la sociologie politique de la révolution. Les politiques révolutionnaires sont certes parvenues à en affaiblir les manifestations, à procurer aux femmes des outils d'émancipation et à réduire considérablement les inégalités entre elles et les hommes, mais se sont préoccupées plus d'incorporer les femmes à l'effort révolutionnaire que de résoudre leurs problèmes concrets, de traquer les biais machistes ou d'affronter les contradictions découlant de la mise en œuvre des politiques égalitaristes (Molyneux, 1996 ; Gay-Silvestre, 2006). Les normes, pratiques et institutions patriarcales s'articulent en outre avec d'autres rapports sociaux inégalitaires, en particulier la race, héritage colonial pour ce qui est de l'esclavage et du métissage, actualisé et réactivé par un essor des inégalités qui augure d'une résurgence des classes ; et le territoire, qui engendre de fortes inégalités et est marqué par un rapport social (politique, économique) historique.

La contradiction principale qui nous occupe ici est celle qui perdure entre, d'un côté, les valeurs et institutions visant l'égalité dans les rapports entre les sexes, promues par la Révolution cubaine – dans le droit, l'éducation, les droits sociaux, l'engagement politique et professionnel en particulier – qui a beaucoup exigé des femmes ; et, de l'autre, la permanence, voire la nécessité, de normes inégalitaires enracinées dans des valeurs et croyances et dans une division polarisée des rôles sociaux et du travail domestique selon les personnes disponibles, leur âge, leur sexe et leur position dans le cycle de vie – en premier chef au sein de la famille et du ménage. Les travaux féministes ont éclairé combien ces tensions et contradictions pèsent sur les femmes, notamment par la « double journée » de travail, des sentiments de culpabilité, des retards de progression de carrière, des revenus et pensions inférieurs à ceux des hommes, toutes manifestations dont Cuba n'est pas exempte.

Mais il ne s'agit pas que de contradiction : les deux termes sont liés, en interaction, et s'influencent réciproquement. La norme égalitaire des sphères juridique, sociale, économique et politique, quelles que soient par ailleurs ses difficultés d'application et les combats qu'elle requiert, transforme les relations familiales vers plus d'égalité et autonomise les femmes des dépendances à l'égard des « hommes gagnants de pain » (Safa, 2005). Inversement, les normes inégalitaires, présentes essentiellement au sein de la famille et des ménages,

¹ Directrice de recherches CNRS /IRIS / EHESS.

pervertissent certains fonctionnements *pratiques* des sphères égalitaires. Ces mécanismes de reproduction du rapport social patriarcal, quoique dans des formes en évolution, ont été analysés par les travaux féministes depuis de nombreuses années (Zimmer, 1988 ; Southerton, 2006 ; Pfefferkorn, 2012 ; Van Staveren et Odebo, 2014, parmi bien d'autres).

Je vais m'appuyer sur ces contributions théoriques pour montrer combien ces contradictions et effets de torsion s'exacerbent dans le contexte que traverse Cuba depuis l'intensification de la crise économique et l'accélération des réformes, depuis donc les années 1990. Dans un premier temps (1), revenant au pas de charge sur plus d'un demi-siècle de politiques révolutionnaires, je rappellerai comment la norme inégalitaire a non seulement *tordu* les effets des politiques égalitaristes pour en freiner la progression, mais les a aussi parfois *perverti* en se nourrissant des effets mêmes de ces politiques : l'un des paradoxes du processus d'émancipation des femmes cubaines (Fleites-Lear, 1996) est qu'en les libérant de la dépendance matrimoniale il les conduit à assumer une part plus grande de la charge des besoins du ménage lorsqu'elles se retrouvent à leur tête. Je m'attacherai ensuite à examiner ces tensions, contradictions et évolutions dans deux sphères dans lesquelles elles sont particulièrement flagrantes et où se reproduisent et se promeuvent des normes et pratiques inégalitaires : d'une part la sphère du ménage et de la famille (2), où je mettrai en lumière combien les nécessités pratiques de la vie quotidienne et les besoins de prise en charge des personnes âgées, pèsent sur les femmes en vertu de leurs attributions sexuées, mais aussi de leur accession aux responsabilités de cheffes de ménage. D'autre part, dans la sphère du marché en émergence (3), je montrerai que l'engagement des femmes dans les activités de la « nouvelle économie » est marqué par les normes sexuées inégalitaires et le poids de leurs responsabilités familiales, et que le développement de l'économie touristique tend à en renforcer les manifestations sexistes. La crise économique et les bouleversements politiques engendrent ainsi un « risque de régression » en matière d'égalité (CDA, 2013) analysé dans bien d'autres pays post-socialistes.

Ma perspective est ici qualitative, construite à partir d'études de cas effectués dans plusieurs familles au travers de séjours en immersion et de séances d'observation et de participation conduites au cours de séjours répétés à la Havane (et dans une moindre mesure en province) entre 2010 et 2016. En outre, j'ai multiplié les observations dans les espaces publics et privés, des institutions sociales et des établissements économiques. J'ai ainsi pu observer des pratiques « envisagées comme l'espace de réalisation du social et [...] comme une manifestation organisée des actions humaines » (Dubuisson-Quellier et Plessz, 2013) et définies comme « un type de comportement routinisé qui consiste en plusieurs éléments interconnectés entre eux : des formes d'activités corporelles, des formes d'activités mentales, des « choses » et leur usage, des connaissances de base constituées de compréhension, savoir-faire, états émotionnels et motivations (Reckwitz, 2002 : 249, cité par les précédentes). Sur et autour de ces pratiques, j'ai recueilli des discours et énonciations d'explication, de justification, de clarification, soit lors de conversations avec des tiers, soit dans des entretiens dont j'étais l'interlocutrice, soit encore par écoute indirecte. Je croise ces observations et énonciations avec des faits, données, analyses et prises de position, présentés et exprimés dans un corpus important de documents, rapports, travaux de recherche, articles de journaux et statistiques³. Surtout depuis les années 1990, les travaux de recherche critiques se développent en effet, qui mettent en lumière la permanence et l'exacerbation des contradictions entre les effets de la résistance du patriarcat et l'émancipation des femmes cubaines.

³ On trouvera les références en bibliographie.

Difficultés, contradictions et paradoxes de l'émancipation des femmes cubaines

Les orientations politiques de la Révolution cubaine ont attaqué de front l'inégalité entre hommes et femmes dans les sphères politiques, économiques et sociales. Fidel Castro, et à sa suite son frère Raúl, ont énoncé à maintes reprises la nécessité de promouvoir la participation des femmes à la mobilisation politique et au développement économique. Cette nécessité est d'ordre pragmatique – le besoin pour l'avènement et la survie de la Révolution de la contribution de l'ensemble de la population, hommes et femmes – et d'ordre idéologique – la promotion de la justice sociale et de l'égalitarisme. Ces orientations ont aussi souligné le rôle spécifique des femmes dans le maintien de l'institution familiale et l'éducation des enfants. L'imagerie révolutionnaire loue cette participation dans ses différentes facettes, et met en lumière la contribution héroïque des femmes dans les combats et la défense nationale, dans la production et la résistance au blocus, dans le développement économique et social, tout comme dans les économies domestiques et comme mères.

Ces orientations se sont concrétisées par de multiples politiques, institutions, lois, et fronts de lutte. Certains ont promu l'universalité et la fin des discriminations de sexe, de race, de classe et de territoire: ainsi de l'accès à la santé, à l'éducation, à la formation professionnelle ; et des campagnes d'alphabétisation, d'action sociale et de vaccination. D'autres ont ciblé particulièrement les femmes, pour leur permettre de réduire leur retard à l'égard des hommes et d'aménager les conditions de leur entrée dans le marché du travail et l'activité politique. Je ne peux citer ici que certaines des mesures les plus marquantes. La Fédération des femmes cubaines (FMC) a été instituée dès 1961 avec l'objectif de « canaliser la participation féminine vers l'édification de la nouvelle société » (Peciña, 2008 : 159). Ladite « Loi de maternité », plusieurs fois amendée depuis, a été incluse dans le Code du travail en 1974, visant à protéger les mères travailleuses, à garantir leur accès à l'emploi sans discrimination (voire avec une préférence pour les femmes en situation de vulnérabilité familiale) et à leur accorder des droits et en particulier un congé de maternité qui, depuis 2003, dure un an et peut être partagé avec le père. Le nouveau Code de la famille - qui remplace en 1975 le Code civil espagnol appliqué à Cuba en 1889 et jusqu'alors encore en vigueur – reconnaît les unions consensuelles et leur accorde, ainsi qu'à leurs enfants, la même légitimité qu'aux mariages formalisés, dénonce la double journée de travail (domestique et salarié) des femmes, et préconise l'égalité sexuelle du partage des tâches domestiques et familiales. La Constitution de 1976, progressiste, a été réformée en 1992, la rendant plus égalitariste. La Commission permanente pour l'enfance, la jeunesse et l'égalité des femmes a été créée au sein de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, de même que le Groupe national des travailleurs de l'Éducation sexuelle en 1977 et des commissions défendant les intérêts des femmes au sein de la Centrale des travailleurs cubains, de l'Association des petits agriculteurs, des Comités de défense de la Révolution, etc. Concrètement, la liberté et la gratuité d'accès à la contraception et l'avortement ont permis aux femmes de contrôler leur fécondité et d'accéder à la liberté sexuelle ; le Programme materno-infantile du Ministère de la Santé a notamment conduit à l'édification de maisons maternelles garantissant aux femmes enceintes vivant loin des établissements de santé un suivi de leur grossesse en toute sécurité ; l'édification de crèches et d'écoles maternelles, de cantines, pensionnats et centres de vacances, la distribution d'équipements électroménagers et le développement de services de teinturerie, les ont soulagées de certaines tâches domestiques et familiales⁴ ; et différentes écoles, centres de formation, de recherche et de conseil ont été édifiés, visant la promotion et l'accompagnement

⁴ Mais ne résolvent pas le problème de la jonction entre la fin de la journée d'école et les horaires d'emploi, qui s'avère crucial dans la conciliation entre responsabilités familiales et emploi.

des femmes paysannes, domestiques, prostituées, au foyer ou aspirant à des postes de cadres. En outre, le combat contre l'influence de l'Eglise catholique et ses valeurs conservatrices a permis de diminuer le poids de la morale traditionnelle sur les femmes ; des actions en faveur de l'entrée des femmes dans des métiers considérés comme masculins ont décloisonné les trajectoires professionnelles ; et la promotion de la participation des femmes dans les organisations de masse et les campagnes nationales (notamment agricoles) a contribué à les extraire de leurs foyers (Peciña, 2008, Molyneux, 1996, Proveyer Cervantes *et alii*, 2010, King, 1977, Lutjens, 1995, Fleites-Lear, 1996, Gay-Sylvestre, 2006, Romero Almodòvar, 2010, Catusus Cerveira, 1996, parmi bien d'autres).

Les résultats de ces orientations sont manifestes, et significatifs. Les femmes atteignent un taux d'activité de 60 % depuis le début des années 1980, soit le triple de celui d'avant 1959, quand la majorité des urbaines étaient employées comme domestiques. A la fin des années 2000, les femmes représentent 40 % des actifs cubains (contre à peine 15 % avant la Révolution), 60% des diplômés universitaires, 65 % des techniciens de niveau moyen et supérieur, 42 % des chercheurs, 70 % du personnel médical, 72 % des employés de l'éducation, 41,5 % des employés de service, et elles sont représentées parmi les athlètes et les équipes sportives en compétition internationale. Il faut ajouter la protection de leurs droits, les transformations des subjectivités, des aspirations et représentations les concernant (Proveyer Cervantes *et alii*, 2010).

Toutefois, un certain nombre de travaux critiques soulignent les failles de ce « récit triomphaliste » (Romero Almodovar, 2014 :3). Ces progrès sont demeurés inachevés, incapables de dépasser les inégalités territoriales. Dans la sphère publique, les recrutements et la progression des carrières sont toujours imprégnés de fonctionnements relevant de mécanismes patriarcaux, qui concourent à une ségrégation verticale et horizontale des emplois (Echevarría et Lara, 2012). Les femmes se sont concentrées dans des secteurs d'activité et professions féminisés – secrétaires, assistantes administratives, ouvrières dans des travaux requérant une motricité fine, services sociaux, de santé et d'éducation, médecine généraliste, communautaire, nutrition et ophtalmologie plutôt que chirurgie, etc.-. Un plafond de verre a freiné l'accès des femmes aux échelons les plus élevés des hiérarchies professionnelles et du pouvoir – notamment dans l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et le Parti communiste de Cuba, où elles restent très largement sous-représentées (Proveyer Cervantes *et alii*, 2010 ; Echevarría, 2014). Certains s'attaquent aux silences de l'histoire énonçant – et annonçant – la « fin des domestiques », et montrent qu'elles n'ont jamais disparu, et que leur nombre est en essor (Romero Almodovar, 2014).

En outre, ces travaux critiques soulignent l'interférence considérable des charges familiales « traditionnelles » et sexuées dans la conduite des carrières : l'« attaque contre la double journée » (King 1977) n'a pas porté ses fruits et la division du travail au sein des ménages demeure fortement inégalitaire. Une enquête sur les emplois du temps conduite en 2002 par l'Office national des statistiques dans cinq localités urbaines et rurales montre que le temps de travail domestique des femmes à l'intérieur du foyer est de 5 à 6 heures par jour en zone rurale, et de 4 à plus de 5 heures en zone urbaine. Il dépasse systématiquement celui des hommes, de une heure et demi à jusqu'à cinq heures ! L'analyse de la répartition des temps de travail rémunéré ou non rémunéré (dans et hors du foyer) montre que les femmes consacrent en moyenne 71 % de leur temps au travail non rémunéré, et 29 % au rémunéré, contre 33 % et 67 % respectivement pour les hommes (Proveyer Cervantes *et alii*, 2010 : 34). Les écarts sont de plus très forts entre régions, entre zones rurales et urbaines, entre types d'économie. La charge du travail domestique est d'autant plus lourde qu'elle s'effectue dans un contexte économique de pénurie et de dysfonctionnements de la distribution de biens et services : longues files d'attente dans les points d'approvisionnement, l'administration et les services

publics, incertitude sur les disponibilités de tel ou tel produit, transports irréguliers et insuffisants, nécessité de recours constant aux « illégalités »⁶, besoin d'entretenir des réseaux sociaux et de solidarité pour s'informer sur « qui vend quoi » et se procurer des produits manquants, pratiques de fractionnement des achats, de vigilance constante, coûteuse en temps (Cojimar, 2008, 2011 et mes enquêtes).

Prenant acte des fortes asymétries dans la division des rôles et des attentes, des tentatives répétées pour mettre en place des mesures permettant de soulager les femmes d'une partie du temps nécessaire à l'approvisionnement et des tensions qu'il engendre n'ont pas significativement changé la donne. Par exemple le *Plàn jaba*, mis en place en 1974, qui prescrit une priorité des femmes travailleuses dans les files d'attente ; ou encore des tentatives pour décaler les horaires d'ouverture des magasins et points d'approvisionnement (Molyneux, 1996, Peciña, 2008). Les places en crèche ont toujours accusé une insuffisance par rapport aux demandes (Proveyer Cervantes et alii, 2010).

L'inégal partage des tâches et responsabilités pèse considérablement sur les carrières des femmes : leur taux d'activité demeure très inférieur à celui des hommes (de plus de vingt points), en dépit de leur niveau de formation ; elles continuent à être surreprésentées parmi la population inactive, surtout dans les zones rurales ; les abandons temporaires ou définitifs des postes de travail sont fréquents lors de la maternité ; l'absentéisme pour raisons familiales est plus marqué pour les femmes que les hommes et un écart salarial persiste, notamment en raison des absences et des congés de maternité, conduisant à des pensions de retraite plus faibles. En outre, mes enquêtes mettent en lumière la fréquence de situations où des femmes ont pris leur retraite avant l'âge légal ou juste à la limite (55 ans passés à 60 depuis 2011) pour s'occuper d'un parent âgé, au lieu de travailler au-delà pour continuer à percevoir leur salaire et augmenter leur pension. Malgré les alertes successives données lors des congrès de la Fédération des femmes cubaines ou des réunions des Assemblées et du Parti communiste cubain, malgré la constante progression des institutions mises en place par la Fédération, cette tendance à la pénalisation des carrières de femmes en raison de leurs engagements familiaux, n'a pu être infléchie.

Le patriarcat, comme structure des rapports sociaux de sexe, est résistant, et traverse les générations. Certains travaux défendent l'idée que, en déchargeant les femmes d'une partie des tâches reproductives – notamment pour ce qui est de la présence éducative et du travail domestique –, l'Etat aurait freiné la marche vers une progression d'une division sexuée du travail domestique plus équitable entre hommes et femmes, et permis la coexistence de l'égalité des sexes dans la sphère professionnelle avec un machisme résistant dans la sphère personnelle (Lutjens, 1995; Peciña, 2008; Rodríguez Reyes, 2006; Vera et Diaz, 2008, entre autres).

Des critiques plus acerbes examinent le rôle ambivalent de la Fédération des femmes cubaines, organisation de masse tendue entre son engagement à faire valoir les intérêts du parti auprès des femmes – les libérer pour le travail productif au service du projet révolutionnaire, témoigner des succès du projet socialiste - et celui de défendre leurs causes et porter leur voix – en particulier pour ce qui est de leur surcharge. Pourtant, au nom de leur émancipation et de leur participation égalitaire à la Révolution, les femmes ont été intensément sollicitées pour participer au projet révolutionnaire : engagement dans les organisations de masse, travail volontaire, participation aux travaux agricoles, à diverses

⁶ Terme vernaculaire désignant les formes de débrouille hors la loi, qui représentent une partie très importante des activités économiques et administratives d'un ménage. Alors que les règles économiques imposent des circuits très stricts, centralisés et contrôlés de distribution, il est estimé que la moitié des économies domestiques correspondent à un approvisionnement parallèle (Rodríguez Ruiz, 2014 et entretien).

brigades, aux tours de *vigilancia* dans les quartiers. Au cours de ses cinquante années et quelques d'existence, des inflexions ont certes marqué les positions de la FMC, notamment lors de la décennie des Nations Unies pour la Femme et les grandes conférences mondiales qui ont suscité une certaine ouverture envers les causes défendues par les mouvements féministes internationaux et une plus grande écoute aux demandes des femmes cubaines et à leurs insatisfactions. Il demeure que l'imbrication de la FMC dans les sphères du pouvoir marquées par leur caractère patriarcal voire machiste et sa soumission aux échelons les plus élevés du parti, son rejet du féminisme, supposé subsumé par le projet socialiste, son monopole absolu sur les mouvements et initiatives de femmes et son exclusion de toute voix différente en son sein⁷ l'auraient paralysée, bureaucratisée, rigidifiée, rendue complice de l'« abîme entre la rhétorique et la réalité », et également largement discréditée (Molyneux, 1996; Fleites-Lear, 1996).

Certains effets des tendances émancipatrices renforcent le poids des charges familiales sur les femmes : l'un des paradoxes du processus d'émancipation des femmes cubaines (Fleites-Lear 1996) est qu'en les libérant de la dépendance matrimoniale, il les conduit à assumer une part plus grande de la charge des besoins du ménage lorsqu'elles se retrouvent à leur tête. Les ménages cubains sont modelés par une forte instabilité conjugale, l'émigration et les problèmes de logement et structurés avant tout par la consanguinité et la filiation, et seulement marginalement par l'alliance (Vera et Diaz, 2008). Les structures familiales sont marquées par des pratiques matrifocales, qui tendent à rassembler, dans un même logement, plusieurs générations de femmes comme points fixes du foyer (Zabala, 2009 et 2010). Selon le recensement de 2012⁸, 45 % des ménages cubains sont dirigés par des femmes, et ce ratio n'a cessé de progresser depuis les années 1950⁹. Il s'agit très peu de ménages monoparentaux nucléaires, dans lesquels un parent seul cohabite avec ses enfants¹⁰, mais bien plus souvent de ménages composés de plusieurs noyaux et générations. Toutefois, à peine 27,4 % des enfants de ces ménages avaient moins de 15 ans, les autres étant jeunes ou adultes, ce qui est un signe du vieillissement démographique. 83,7 % de ces foyers monoparentaux sont dirigés par des femmes, dont 26 % par des veuves âgées (Franco Suárez et Alfonso, 2008).

La composition des ménages reflète souvent, surtout dans les couches populaires, l'agglutinement de noyaux familiaux incapables de décohabiter pour cause de pénurie de logements, incorporant des dépendants, enfants (souvent de différents pères), personnes âgées et handicapées¹¹. Les trajectoires familiales et les asymétries de rôles et d'attentes expliquent ces configurations : alors que les fils devenus adultes tendent à quitter le foyer familial pour se mettre en ménage, puis circuler pour rejoindre leur compagne du moment, la, ou l'une des

⁷ Dont une des manifestations les plus divulguées est la « désactivation » en 1996 du réseau MAGIN (Association de femmes communicatrices) créée en 1993 après que la première Conférence latino-américaine de femmes se soit tenue à la Havane, en préparation de la Conférence mondiale de Nairobi.

⁸ Site de l'Office national des statistiques cubaines : <http://www.one.cu/>

⁹ Ces statistiques sont construites sur la base de l'auto-déclaration lors des recensements. Elles sont en principe dissociées de l'enregistrement du logement et de la détention du carnet de rationnement, mais dans les faits les trois convergent. Les personnes inscrites sur le carnet de rationnement sont recensées comme officiellement résidentes du logement auquel le titulaire est rattaché, ce qui donne lieu à des stratégies individuelles et familiales. Plus d'un tiers des cheffes de famille (des deux sexes) sont âgées.

¹⁰ De fait, les ménages monoparentaux (où résident les enfants du chef de ménage mais pas son conjoint) représentaient en 2008 21 % du total des ménages, un tiers des ménages dans lesquels vivaient des enfants du chef de ménage, mais 11,8 % seulement des ménages nucléaires.

¹¹ Pour Jorge Luis Sánchez, économiste cubain, la famille typique est composée d'un couple de personnes âgées, d'une personne ou d'un couple adulte et d'un ou deux enfants, « ce qui fait un actif, un *carer* et trois ou quatre dépendants » (intervention à l'Institut des Hautes études d'Amérique latine, Paris, 16 octobre 2015). Le nombre moyen de personnes par ménage n'a cessé de diminuer, pour atteindre 3 en 2012, ce qu'explique notamment l'augmentation de ménages d'une personne.

filles reste pour prendre soin de la mère et hérite de ce fait de la jouissance et/ou de la propriété du logement (Herrera Linares, 2013). En 2002, si la majorité (57 %) des hommes chefs de ménage vit avec leur épouse ou concubine dans des ménages nucléaires (eux, leur épouse et leurs enfants), les femmes cheffes de ménages, en revanche, vivent pour un quart dans des ménages monoparentaux nucléaires (elles et leurs enfants) et 37,5 % dans des ménages polynucléaires intergénérationnels ou consanguins (Franco Suárez et Alfonso, 2008). Les cheffes de ménage sont ainsi typiquement soit des veuves âgées cohabitant avec leurs enfants (filles surtout) adultes, soit des filles adultes ayant hérité du logement de leurs parents, de leur mère ou d'une personne non nécessairement apparentée dont elles ont pris soin pendant plusieurs années, et cohabitant avec leurs enfants et éventuellement leur conjoint, ou encore des épouses que leur mari a quittées. Loin de ne constituer qu'un acquis d'émancipation et une forme de protection, la matrifocalité représente donc aussi une charge, reposant sur des interdépendances entre femmes de différentes générations. Les difficultés de survie et de logement nouent ainsi de façon inextricable la contradiction entre émancipation des individus – femmes à l'égard de l'ordre familial (par l'égalité des droits, l'emploi, et la protection sociale), d'un côté ; et dépendance renforcée à l'égard des solidarités de proximité, de l'autre (Durán, 2010) : élever des enfants sans l'aide de sa propre mère (ou parfois d'une autre femme de la famille) relève de la gageure.

La famille et le travail domestique en temps de pénurie

La famille a fait l'objet de politiques visant à la protéger comme institution, chargée de l'éducation et de la socialisation des enfants (notamment aux valeurs révolutionnaires et du travail) ; mais aussi à la transformer, en particulier dans le sens d'une plus grande égalité entre hommes et femmes et au soulagement d'une partie de ses charges à l'égard des enfants. Au cours des dernières décennies, deux tendances majeures la sollicitent de façon intensifiée, pesant lourdement sur les femmes et leurs acquis d'émancipation et exacerbant les inégalités entre elles, selon leurs ressources et moyens (Destremau, 2015a) : les défis de la gestion du temps et des efforts requis pour l'organisation et l'aménagement de la vie quotidienne alors que la survie des ménages modestes se fait plus difficile ; et la prise en charge des besoins de soins et de présence des personnes âgées.

Faire face aux nécessités de la vie quotidienne, les défis de la gestion du temps

La crise et les réformes économiques impulsées à Cuba depuis les années 1990 et plus encore depuis la moitié des années 2000 ont accru l'insécurité économique des ménages les moins dotés en capacités économiques, sociales et culturelles. L'offre publique subventionnée se contracte et se dégrade, les rations mensuelles distribuées par le carnet de rationnement (*libreta de abastecimiento*) se réduisent jusqu'à ne plus couvrir au mieux que la moitié des besoins en produits de base (riz, sucre, café, huile, haricots, œufs), renvoyant la population vers des marchés et modes d'accès plus onéreux : marchés « libérés » en pesos, marché noir, magasins en devises¹² à prix internationaux. Ce transfert équivaut, de fait, à une inflation

¹² Le peso cubain convertible ou CUC, vaut 25 pesos cubains (CUP). Le CUC est adopté comme monnaie officielle de Cuba en 2004. Sa circulation, limitée au territoire cubain, a remplacé celle des dollars US. Les salaires publics sont versés en pesos cubains, tout comme les biens offerts par le rationnement, et ceux des marchés étatiques. Le marché noir fonctionne dans l'une ou l'autre monnaie. Le maintien d'un double système monétaire - pesos cubain et pesos convertibles - équivaut de fait à un subventionnement important des biens et services de première nécessité, et confère à des salaires et pensions de 10 à 30 dollars US (augmentés récemment) un pouvoir d'achat très déconnecté des prix internationaux.

élevée et à une dévalorisation considérable du pouvoir d'achat des salaires et pensions¹³. Survivre avec un seul salaire public moyen ou une pension de retraite est pratiquement impossible.

Les « nouveaux pauvres » sont les salariés des échelons inférieurs de l'Etat, enseignants, professionnels de la santé, ingénieurs, symboles du développement cubain, éduqués et diplômés, mais aussi les retraités qui ont accompagné tout le processus de construction de la Révolution, et qui ne vivent que de leurs salaires et pensions. Ce sont les individus et ménages qui ne perçoivent pas de « stimulations » ou de salaires bonifiés du fait d'un emploi dans une entreprise mixte ; qui ne disposent pas de dotations patrimoniales leur permettant de profiter des opportunités qu'ouvre l'économie touristique ; qui ne reçoivent pas de revenus de parents émigrés¹⁴, qui leur permettraient de lancer une activité marchande rentable¹⁵.

Teresa est institutrice, elle a un fils de vingt ans, qui a interrompu sa scolarité et suit une formation professionnelle. La sœur de Teresa sort de prison, incarcérée pour vol de matériel appartenant à l'Etat dans son centre de travail (une machine à écrire). Pendant son temps de prison, Teresa s'est chargée de sa nièce, de six ans à l'époque. Logée initialement dans un appartement de deux pièces aménagé dans une ancienne usine de La Havane, elle a bénéficié d'un relogement lorsque celui-ci s'est écroulé par manque d'entretien. Dans son nouvel appartement, Teresa a reçu des matériaux de construction à crédit de l'Etat, mais n'a pu terminer la cuisine ni la salle de bain, faute de ressources mais aussi parce que, tant que les travaux étaient en cours, elle ne devait pas rembourser ce crédit, ce que son salaire ne lui permet pas de faire. Son fils, apprenti sur des chantiers de rénovation urbaine, lui apporte de temps en temps de la peinture (subtilisée) avec laquelle ils ont pu améliorer l'esthétique des lieux. Son quotidien est tissé de privations, son salaire lui permettant à peine l'alimentation de base. Pour le reste, ils se débrouillent, notamment en arpentant les lieux fréquentés par les touristes, qui leur offrent des savons, des vêtements, des repas. Les parents d'élèves procurent aussi à Teresa des biens qu'elle ne pourrait se payer. Je la rencontre en conversation avec des touristes qui vont lui offrir un verre de ces fameux cocktails qu'elle ne peut pas s'offrir¹⁶.

Amara, journaliste à la retraite, vit dans un petit appartement bien situé de *Centro Habana*. Elle a pris sa retraite anticipée pour raison de santé, mais se plaint de son niveau de vie. Elle bricole pour maintenir des pratiques culturelles et une apparence physique qu'elle estime digne : récupère des vêtements qu'elle arrange, fixe des fleurs sur ses claquettes en plastique, fréquente les cinémas et événements culturels subventionnés par l'Etat, qui lui sont abordables. Son frère, avec lequel elle dit ne pas s'entendre, l'aide pour les réparations de son appartement¹⁷.

Oreste, 81 ans, perçoit une pension de retraite minimale. Avec ses deux filles, leurs fils et leur conjoint du moment, ils occupent quelques pièces au dernier étage d'un immeuble décati qui fut un hôtel meublé avant la Révolution. Bien que l'une de ses filles complète son salaire de cigarière de quelques ventes parallèles, et qu'un de ses petits-fils semble bien gagner sa vie dans la production de peintures pour les touristes, Oreste complète sa pension en allant tous les soirs, pendant plusieurs heures, ramasser les bouteilles en plastique dans des restaurants de la vieille

¹³ Selon Mesa-Lago (2014), malgré des augmentations nominales des salaires et pensions, en 2010 leur pouvoir d'achat moyen ne dépassait pas 27 % de leur niveau de 1989.

¹⁴ Il est estimé qu'un tiers des adultes cubains perçoivent des *remesas* (<http://corporate.univision.com/2015/04/usa-today-reports-on-the-bendixen-amandi-poll-for-univision-noticiasfusion-in-collaboration-with-the-washington-post/>) Tant cette étude qu'un travail de recherche Cojimar (2008, 2011), que mes propres enquêtes, montrent que les envois d'argent de l'étranger servent avant tout à combler les brèches et sécuriser la vie quotidienne. Pour autant, ils sont indispensables aux investissements initiaux des entreprises privées qui se multiplient depuis deux décennies (voir plus bas).

¹⁵ Ces caractéristiques mettent les ménages noirs ou métis en première ligne de la paupérisation.

¹⁶ Journal de terrain, novembre 2013.

¹⁷ Idem.

ville. Il les accumule jusqu'à ce que des revendeurs de boissons sucrées, de yaourt et de miel, viennent les lui racheter. Les bons mois, il double ainsi son revenu¹⁸.

Pourtant manifeste et visible, la paupérisation tant relative qu'absolue est difficilement mesurable¹⁹, puisqu'une bonne partie des biens et services est toujours fournie hors marché ou fortement subventionnée. Elle s'exprime par des restrictions alimentaires, ou encore par la dégradation de la situation de logement des ménages modestes et démunis (logements mal entretenus, problèmes d'approvisionnement en eau, ruptures d'électricité, suroccupation des lieux), une incertitude sur le quotidien, le lendemain, la fin du mois, les vieux jours, ainsi qu'une frustration de ne pouvoir suivre le mouvement de consommation. Si le minimum est encore accessible à tous – alimentation, hygiène et culture, soins et éducation – acquérir des biens d'équipements, des vêtements et chaussures est désormais hors de portée d'un revenu public, sans parler de biens de consommation devenus signes de ralliement des participants à la nouvelle économie : téléphones portables, bijoux, accessoires, etc. Les ménages s'adaptent, réduisent leur consommation, arpentent la ville à la recherche des produits les moins chers et des bonnes occasions, passent plus de temps à rassembler les ingrédients et accommoder des plats, jonglent avec les congés maladie et les possibilités d'absences de leur lieu de travail pour dégager du temps pour d'autres activités, mobilisent des parents et voisins, récupèrent tout ce qui peut l'être de l'économie touristique, achètent et revendent ou troquent des produits parfois à la provenance douteuse, soignent eux-mêmes leurs malades, engagent des activités et petits services complémentaires, comme la garde d'enfant (Chavez Negrin, 2003 ; Romero Almodovar, 2009 ; Molyneux, 1996 ; Peciña, 2008 ; Cojimar, 2008, 2011 ; Rodriguez Ruiz, 2014).

« L'obtention d'aliments et de produits ménagers se transforme en parcours du combattant » (Peciña, 2008 p. 164), et satisfaire aux besoins quotidiens du ménage requiert un travail et un temps considérables, qui pèsent avant tout sur les femmes, rallongeant encore leur double journée. Tous les ménages et individus sont exposés aux files d'attente dans les administrations et les services de santé. Mais les pauvres, qui n'ont pas les moyens d'acheter au prix fort (de marché) les biens et services nécessaires sont en première ligne des difficultés d'approvisionnement et de transport. L'organisation de ce travail et ces temps de « résolution » de problèmes et situations pratiques²⁰ se réalise par la division du travail entre les membres des ménages, selon leurs possibilités physiques et leurs compétences et en fonction des priorités et urgences (Southerton, 2006). Imbriquée dans les cycles de vie et la composition sexuelle et intergénérationnelle des ménages, elle tend à confier aux personnes âgées valides présentes, si elles en sont capables, et aux femmes inactives ou actives au foyer ce qui requiert du temps mais peu de déplacement ou d'effort (approvisionnement de proximité auprès de fournisseurs légaux, attente dans les administrations, travail domestique, soin aux enfants) ; aux hommes les plus valides et disponibles ce qui exige des déplacements lointains ou un effort physique important. Dans les nombreux ménages qui ne comptent pas d'homme adulte résidant permanent, c'est entre femmes que se construisent la division du travail et les solidarités (Zabala, 2009 et mes enquêtes).

A cet égard, les plus vulnérables sont les ménages monoparentaux nucléaires (en général une femme avec ses enfants), les ménages composés de personnes âgées et les personnes seules. Leurs difficultés s'accroissent lorsqu'ils ont à charge des personnes dépendantes, âgées ou

¹⁸ Journal de terrain, février 2016.

¹⁹ Il n'existe pas de mesure officielle de la pauvreté. Diverses estimations tournent autour de 20 % en milieu urbain.

²⁰ *Resolver* est un terme couramment utilisé à Cuba pour désigner les activités d'approvisionnement, de recours aux services et d'élaboration de solutions matérielles et organisationnelles pour limiter les difficultés quotidiennes, indiquant à quel point la vie quotidienne est envisagée comme un ensemble de problèmes.

enfants, qui requièrent du temps de travail et de présence, alors que les services médicaux se dégradent, que les cantines scolaires, universitaires et des centres de travail sont supprimées et que ferment pensionnats et centres de vacances. Cette vulnérabilité particulière liée au manque de temps de travail disponible pour satisfaire aux nécessités quotidiennes, lorsqu'elle est couplée avec une dégradation des capacités physiques, est d'ailleurs un des principaux critères d'octroi de l'aide sociale (Destremau, 2014a, 2015a). Depuis le début de la « période spéciale » (la crise économique des années 1990), le mouvement de sortie de l'emploi salarié s'est intensifié du côté des femmes, surtout lorsque leur emploi était peu qualifié, leur salaire bas et leur emploi du temps rigide, en réponse à leur surcharge de travail et à une complexification des charges domestiques et parentales (Molyneux, 1996 ; Echevarría et Lara, 2012; Echevarría, 2014)²⁴. Les programmes de suivi social qui ont émergé depuis 2000 ont d'ailleurs pour mission d'encourager les femmes qui sont seul soutien de famille à chercher un emploi lorsqu'elles n'ont pas d'activité. L'éthique du travail se heurte pourtant à l'absence de solution institutionnelle aux impasses pratiques auxquelles elles font face.

*Le vieillissement, une charge familiale peu partagée*²⁵

Etonnamment, le vieillissement est peu présent dans les analyses sur les charges domestiques familiales et féminines à Cuba, alors que sont évoquées les charges de maternité et des besoins de la vie quotidienne, et que les effets démographiques et sanitaires du vieillissement font l'objet de nombreux travaux. Cuba présente pourtant un profil démographique de fort vieillissement, parmi les plus élevés d'Amérique latine : la croissance démographique y est négative depuis 2006, les indicateurs de fécondité sont en dessous du seuil de remplacement des générations depuis la fin des années 1970²⁶, et l'espérance de vie à la naissance est parmi les plus élevées du monde (79,4 ans en 2015)²⁷.

L'allongement de la durée de vie est un résultat direct des politiques sanitaires, économiques et sociales d'amélioration des niveaux de vie et de réduction des inégalités mises en place depuis la Révolution. L'objectif des politiques révolutionnaires de santé était en effet de procurer à l'ensemble de la population, quels que soient son niveau de vie, sa zone résidentielle, son âge et type de pathologie, des services publics de qualité, sur une base totalement démarchandisée, universaliste et égalitaire (Feinsilver, 1993 ; Chaufan, 2014 ; Brotherton, 2011). En 2014²⁸, la population de plus de 60 ans atteint 19 %, et celle des plus de 75 ans en représente un peu moins du tiers. D'un autre côté, la part des moins de 15 ans est inférieure à 17 %. Après une chute continue, imputable à la réduction du poids des enfants dans la population, le taux de dépendance est en voie d'accroissement depuis 2002, reflétant l'essor du poids des personnes âgées : une part tendanciellement plus faible d'adultes recensés comme économiquement actifs – 43 % – doit prendre en charge une population dépendante d'enfants et surtout de personnes âgées en croissance. Les taux de dépendance se reflètent et se modulent de façon différenciée au sein des ménages : sur l'ensemble du territoire, 40 % des ménages recensés en 2012 comptent au moins une personne de plus de soixante ans : 27 % en ont une, 12 % en ont deux, et 1 % trois ou plus.

²⁴ C'est le point de départ du projet « Back to the Stove Front », <http://blog.oup.com/2015/09/cuba-oral-history-project/>

²⁵ Pour une analyse et des références plus exhaustives, voir Destremau 2015a et b.

²⁶ La chute des taux de fécondité, imputable à l'émancipation et la liberté de choix des femmes, doit aussi à l'incertitude des conditions d'entretien des enfants, voire à la certitude des difficultés à venir (Aréz Muzio et Benitez Peréz, 2009, Andaya, 2007).

²⁷ Office cubain des Statistiques, www.one.cu/

²⁸ Idem

Les schémas et représentations culturels d'une part, et les difficultés budgétaires de l'Etat cubain depuis les années 1990 de l'autre, expliquent que la prise en charge de la dépendance et du grand âge est réputée relever de la solidarité familiale : bien vieillir à Cuba, c'est vieillir en famille. Autant pour des raisons de pénurie de logement que par besoin d'assistance, que parce que « ça se fait » et que c'est la norme morale et pratique, 90 % des personnes âgées de plus de 60 ans résident chez elles, environ la moitié d'entre elles avec leurs enfants (plus les femmes que les hommes). Si dans une bonne partie des cas rencontrés, la cohabitation se prolonge juste au cours du temps, des regroupements familiaux s'effectuent au moment charnière où une fille (moins souvent un fils) prend sa retraite et vient rejoindre sa mère âgée. L'âge de la retraite marque souvent le passage à une seconde carrière : le soin à sa propre mère et aux enfants de sa fille ou de son fils. « Le cycle de vie de la femme cubaine est celui du *care* qui transite des enfants aux personnes âgées », et aux petits-enfants faudrait-il ajouter ; mais « dans les conditions d'une économie domestique vulnérabilisée par les pénuries de produits sur le marché, prendre soin des personnes âgées, parmi lesquelles augmentent les maladies telles Alzheimer ou la démence sénile, se transforme en un objectif héroïque » (Proveyer Cervantes *et alii*, 2010: 65). Pour autant, les hommes ne sont pas absouts de toute responsabilité de *care* : selon mes enquêtes, les fils prennent soin de leur mère (présence, aides diverses, cuisine, soins du corps, toilette, accompagnements) s'ils n'ont pas de sœur pour le faire, et leurs épouses n'y jouent qu'un rôle secondaire³⁰.

D'un autre côté, et peut-être corrélativement, les personnes âgées contribuent au travail du foyer de façon parfois considérable (cuisine, approvisionnement, ménage, présence auprès des enfants ou d'autres personnes âgées) tant qu'elles sont valides. Des lieux d'accueil de jour permettent à certaines personnes âgées valides et sans problème psychique de passer la journée en compagnie et dans des lieux sécurisés, où elles reçoivent repas et attention médicale, pendant que leur famille travaille. La situation se complique au moment de la perte d'autonomie, alors que les personnes requièrent plus de temps et de présence et qu'elles ne peuvent plus aider autant, et lorsque les aidants familiaux sont eux-mêmes frappés par le vieillissement et ne peuvent plus tenir le ménage³¹. Il est possible de demander l'octroi d'une aide familiale rémunérée par l'Etat, dans les seuls cas de personne sans famille et indigente, ou vivant dans des conditions familiales réellement difficiles³² (deux personnes dépendantes, ou en perte d'autonomie par exemple). Devenu très bas par érosion, le salaire attire peu de candidates, d'autant que se développe un marché privé de l'aide à domicile qui a la faveur des personnes qui voudraient se consacrer à cette activité : beaucoup plus onéreux, le recours à une aide privée reste toutefois inaccessible pour la grande majorité des ménages.

David et Eva, soixante-douze ans, sont tous deux des ingénieurs à la retraite. Grâce à l'émigration d'une tante, ils ont hérité d'un logement de trois chambres, qu'ils louent à des touristes. S'ils confient le gros du ménage à une employée, ce travail les occupe plusieurs heures par jour : préparer les petits déjeuners et les chambres, cuisiner certains repas à la demande, orienter les clients, faire les démarches auprès des administrations fiscales et d'immigration. En outre, ils logent leurs deux mères, toutes deux impotentes et atteintes de maladies dégénératives et de sénilité. Ils rémunèrent une aide à domicile privée, qui s'occupe de la mère de Eva, et atteint elle aussi les soixante-dix ans. David prodigue tous les soins à sa

³⁰ C'est notamment le cas de David, évoqué plus bas.

³¹ Selon les résultats du recensement de 2012, 58 % des personnes de plus de 60 ans qui vivent dans des ménages de 2 à 3 personnes cohabitent avec une autre personne âgée ou plus. Le taux varie légèrement pour les ménages plus importants (53 % des personnes âgées résidant dans des ménages de 4 à 5 personnes cohabitent avec une autre ou plus, et 67 % pour les ménages de 6 à 7 personnes, 68 % pour les ménages de 8 à 9 personnes, et 71 % pour les ménages de 10 personnes et plus).

³² Quelque 13 500 ménages en auraient bénéficié jusqu'en 2009, ce qui reste très faible (Romero Almodòvar 2010).

propre mère, et se lève plusieurs fois par nuit lorsqu'elle l'appelle. Ils pensent trouver quelqu'un pour le soulager et prendre le relais la nuit au moins. La location de chambres les épuise, mais constitue le seul moyen de gagner l'argent nécessaire à la rémunération de cette aide, qui correspond à plus du double du montant de leur deux pensions de retraite. Du coup, souligne Eva, ils ne peuvent s'occuper de leurs petits enfants que le week end³³.

La publication de manuels, des « écoles de *cuidadores* » et des consultations spécialisées en gérontologie se développent actuellement pour soutenir les aidants familiaux et les former aux problèmes spécifiques du vieillissement et des maladies dégénératives. S'ils peuvent améliorer l'organisation et la qualité des soins de proximité, ils ne déchargent pas les familles, bien au contraire. Les entretiens que j'ai conduits, loin de remettre en cause ce schéma de prise en charge familiale, le justifient et le défendent comme culturel : « la famille cubaine est pleine d'amour », ai-je régulièrement entendu, quelles que soient par ailleurs les difficultés vécues.

Il demeure que 14 % des personnes âgées de plus de 60 ans vivent seules, soit plus de 130 000 individus, et qu'ils représentent 39 % du total des ménages d'une personne³⁴ ; leur moyenne d'âge est de 69 ans. Amplifié par les mouvements migratoires internes et externes et la dénatalité, l'isolement est l'une des caractéristiques constitutives du problème social que pose le vieillissement, surtout si ces personnes sont démunies et n'ont pas de famille à proximité : peu d'alternative à la famille sont instituées. Des cantines servent des repas aux personnes indigentes qui peuvent rester seules mais pas confectionner leurs aliments, et sont capables de se déplacer pour venir les chercher (ou de solliciter un voisin pour le faire). Environ cent cinquante foyers résidentiels sont ouverts à Cuba, pour un total d'à peine 9000 lits ; c'est-à-dire qu'en moyenne une personne de plus de 85 ans sur 16 peut disposer d'un lit, la majorité d'entre elles souffrant de maladies chroniques et d'invalidités physiques et/ou mentales. A la fin des années 2000, les hommes représentaient 71 % des hébergés en foyer résidentiel, ce qui peut être interprété comme le prix qu'ils payent pour l'abandon fréquent de leurs foyers, et leur marginalisation à l'égard des réseaux familiaux de prise en charge (et des logements où ils se réalisent). Le nombre de foyers résidentiels et de lits a tendu à se réduire, tant ces établissements sont affectés par des pénuries de budget et la détérioration des bâtiments et équipements. Par ailleurs, ils ne sont pas qualifiés pour les maladies dégénératives comme Alzheimer. Leurs piètres conditions de prise en charge font de ces *asiles* un dernier recours, qu'envisagent difficilement les familles sans honte. Un important programme de réhabilitation de ces foyers résidentiels, et de construction de nouveaux lieux d'accueil qui puissent répondre à une demande en essor, a été annoncé, soutenu par des organisations religieuses ou non gouvernementales étrangères. Si je n'ai pas observé de basculement des normes morales, le meilleur état de certains *asiles* de province, et la large publicité dont bénéficient actuellement certains foyers résidentiels tenus par des religieux et des résidences protégées construites dans la vieille ville de La Havane, semblent ouvrir des espaces de possibles différents.

La crise et les réformes économiques : la libéralisation économique amplifie les inégalités

J'ai évoqué plus haut combien les charges domestiques pesaient sur les carrières professionnelles publiques des femmes et sur leurs rémunérations. Les réformes enclenchées de façon accélérée depuis les années 1990, et plus encore depuis l'accession au pouvoir de

³³ Journal de terrain, février 2016.

³⁴ La part des ménages d'une personne dans le total des ménages est passée de 13,9 % en 2002 à 18,7 % en 2012, selon les résultats du recensement.

Raúl Castro en 2008, conduisent au développement d'une économie de marché, dont la dynamisation s'effectue en particulier sous l'effet des investissements étrangers, de l'envoi d'argent par des membres émigrés des familles cubaines et l'essor du tourisme, alors que s'amplifient les possibilités et incitations à s'engager dans des activités marchandes indépendantes et que se conduit une réduction énergétique de l'emploi public³⁵. A partir de l'examen rapide de la place des femmes dans la « nouvelle économie » et de certains effets du tourisme, on verra que le marché, en tant qu'institution, amplifie les normes et pratiques inégalitaires intersectionnelles à l'œuvre dans la société.

L'entrepreneuriat privé féminin, une voie de conciliation ?

Combattues par le régime révolutionnaire, souterraines et clandestines, greffées sur l'économie officielle et pour beaucoup alimentées par détournement des circuits publics de distribution, les pratiques économiques informelles de récupération, de débrouille et de marché noir se sont développées depuis la Révolution dans un espace illégal, réprimé et contrôlé, et permettaient de ménager des jeux d'approvisionnement, un élargissement des possibles, des compléments de revenus (Rodríguez, 2014). A partir des années 1990, les changements de législation concernant les transactions marchandes et l'institution de statuts réglementés pour un nombre important d'activités ont engendré l'essor de ces pratiques, leur formalisation administrative et fiscale et leur transformation en activité principale de « travailleurs à compte propre ».

Yainiel et Yohanka sont tous deux travailleurs sociaux. Ils se sont rencontrés à l'école de Cojimar, et sont partis ensemble en mission internationale au Venezuela. « On a décidé qu'on allait rapporter du matériel pour copier des DVD, on ne peut pas vivre de ce travail d'assistant social. Yainiel a été pendant un temps aux statistiques du Ministère, il gagnait assez bien, mais on n'y arrivait pas. Il a pris une licence de travailleur indépendant, et il distribue des DVD à cinq vendeurs qui travaillent pour lui et les vendent dans la rue ». Le jeune couple jouit d'un niveau de vie confortable en termes d'alimentation, vêtements, accessoires, et possède un équipement électroménager lui aussi rapporté du Venezuela. Ils vivent dans un appartement de deux pièces minuscule avec les parents de Yohanka. Une mezzanine leur procure un peu d'intimité et l'espace pour les machines de reproduction de DVD. Toute la famille participe à l'activité : emballage, approvisionnement des vendeurs, réception de commandes, livraisons...

³⁶

Les plus petits « métiers » possèdent désormais leur statut, entrepreneurs parfois minuscules dont c'est l'activité principale ou personnes qui oeuvrent à l'obtention de liquidités complémentaires à leur salaire ou pension. La libéralisation du commerce engendre des flux considérables de marchandises, qui arrivent à Cuba par des « porteurs de valises », notamment en provenance d'Amérique latine, et génèrent des taux de profit significatifs, pourvu que les micro-entreprises passent la barre de la consolidation. Si l'accumulation de capitaux n'est pas forcément l'objectif de ces entrepreneurs (Cojimar, 2008, 2011), elle est celui des gros investisseurs, qui ouvrent boutiques, restaurants et hôtels, clubs et salles de concert et d'exposition, espaces « branchés » et onéreux, accessibles à une petite minorité qui s'y mélange avec des touristes, et qui configurent une planète bien éloignée du petit peuple cubain. L'extension des connections internet, la libéralisation des voyages et de l'envoi de fonds des Etats-Unis va consolider l'émergence d'une couche de « nouveaux riches », essentiellement blancs et urbains, à la consommation parfois ostentatoire.

³⁵ Voir Destremau, 2014b pour des références plus exhaustives. Un nouveau code du travail a été promulgué en 2014.

³⁶ Journal de terrain, novembre 2013.

Pour beaucoup de jeunes, le détour par la case université à des fins de carrière professionnelle dans le secteur public ne vaut plus la peine, et ils visent une insertion directe dans l'économie privée marchande. Les chiffres sur l'emploi privé sont assez flous et parfois fantaisistes, brouillés par la double activité et l'instabilité des affaires et entreprises de cette « nouvelle économie » : on estime à un demi-million le nombre de personnes qui y sont engagées comme entrepreneurs ou salariés, souvent en cumul (14 % sont retraités pensionnés de l'emploi public, et 18 % cumulent cette activité avec un emploi public). Les effectifs croissent à un rythme rapide, et se concentrent dans les zones urbaines et là où l'économie est stimulée par le tourisme.

L'emploi privé doit compenser la contraction de l'emploi public : l'Etat affiche l'objectif de licencier ou inciter au départ jusqu'à un million de travailleurs du secteur public civil, soit un cinquième environ de la force de travail occupée. Les femmes seraient les premières concernées, du fait de leur concentration dans des branches d'activité et des fonctions considérées comme surnuméraires et peu productives. En outre, nombre d'entre elles saisissent ces opportunités pour tenter une meilleure organisation de leur vie entre travail rémunéré et reproductif (Molyneux, 1996 ; Peciña, 2008 ; Echevarría et Lara, 2012)³⁷, et cette perspective de conciliation aurait attiré nombre de femmes au foyer (Díaz, 2004). Il demeure que les effectifs de femmes actives ont diminué depuis 2000 (Romero Almodovar, 2010 ; Echevarría et Lara, 2012), de même que leur taux d'activité³⁸.

De surcroît, un certain nombre de travaux tendent à montrer que la nature des activités et tâches qu'engagent les femmes et les hommes dans leur contribution à la nouvelle économie, épouse un schéma sexué. La part des femmes dans l'octroi de licences pour les activités indépendantes marchandes est très minoritaire : un peu plus d'un quart, ce qui peut être mis en relation avec les plus faibles moyens d'investissement dont elles disposent ; avec l'enregistrement masculin de micro-entreprises familiales dans lesquelles elles participent aussi, dans lesquelles elles peuvent être salariées voire aides non rémunérées plutôt qu'entrepreneuses ; mais aussi avec les longues heures requises pour mener à bien une activité économique rentable et les exigences d'assiduité peu compatibles avec des charges familiales et les besoins d'un enfant ou d'un parent âgé (Nuñez Sarmiento, 2014, Echevarría 2014). Plus largement, la nouvelle économie défavorise les personnes et familles qui détiennent moins de capitaux économiques, sociaux et culturels (Echevarría *et alii.* 2015).

En second lieu, parmi les quelque 200 branches d'activité ouvertes à l'entrepreneuriat privé, la majorité des femmes s'engage dans des activités et statuts situés à la limite de l'économie productive et reproductrice, des espaces publics et privés, des compétences acquises et naturalisées comme féminines, et qui ne produisent que de faibles gains et possibilités d'accumulation : vente de vêtements et d'accessoires de mode, soins du corps et d'esthétique, hébergement de locataires (touristes et Cubains) et cuisine, positions de revendeuses,

³⁷ C'est surtout le cas à partir de 2000. Dans un premier temps, les ouvriers (masculins dans leur grande majorité) ont été affectés par la fermeture d'usines et d'unités productives, alors que les femmes tendaient à garder leur emploi (Echevarría 2014).

³⁸ Dans le recensement de 2012, le taux d'activité des femmes n'est que de 40,7 %, et celui des hommes de 68,2 %, en chute brutale par rapport aux chiffres diffusés depuis le recensement de 2002 et actualisés jusqu'à 2011 : 90 % de taux d'activité pour les hommes et 60 % pour les femmes. Il est difficile de savoir dans quelle mesure ce décrochage est dû aux transformations de la famille et du marché du travail, à l'allongement de la durée des études (entre 25 et 60 ans (qui est l'âge actif de fait) on est entre 80 et 90 % d'activité pour les hommes, et pour les femmes entre 55 et 60 %) ; ou encore à des difficultés de recensement de trajectoires d'emploi plus labiles et instables.

d'employées et d'intermédiaires, et emplois de service et domestiques³⁹. Ceci est à corrélérer avec le fait que la plupart des branches de *cuentalpropismo* concernent des activités d'ouvriers, dans lesquels les hommes sont majoritaires, et non celles de techniciens et cols blancs, où se situent la majorité des femmes (Proveyer Cervantes *et alii*, 2010, Echevarría 2014). Outre leur caractère « féminin », et les faibles compétences professionnelles qu'elles exigent, une bonne part de ces tâches a comme caractéristique de devoir, ou pouvoir, s'exercer à domicile, ce qui permet aux femmes de concilier autonomie économique et responsabilités familiales accrues. La régression du salariat et la croissance corrélative de l'emploi indépendant irait ainsi de pair avec la résurgence (ou le renforcement) d'une division sexuée du travail « classique » (Zabala, 2010 ; Cojimar, 2011 ; Uriarte-Gaston, 2004 ; Wehrli, 2008, 2010 ; Echevarría et Lara, 2012; Echevarría, 2014)). Dans la plupart des cas, cependant, elle permet l'accès à de meilleurs revenus que l'emploi public.

Les effets du tourisme : essor des emplois de services et exotisation des corps sexualisés

Devenu « priorité nationale » depuis les années 1990, le tourisme est aujourd'hui la seconde source de revenus extérieurs de l'île avec un revenu de 2,6 millions de dollars en 2014 (derrière la branche médicale et pharmaceutique, et devant les envois de fonds de l'étranger⁴⁰), et sa croissance a été en 2015 quatre fois plus forte que le reste de l'économie, dynamisée par le dégel des relations avec les Etats-Unis. Les chiffres publiés par les journaux officiels font état d'une croissance de 18 % du nombre de touristes en 2015, atteignant trois millions par an, parmi eux un nombre croissant d'étatsuniens, les Canadiens occupant la première place, suivis par les Européens, et les latinoaméricains⁴¹. Des milliers d'emplois en dépendent, notamment dans le secteur hôtelier (environ 60 000 chambres), les artisans, les chauffeurs de taxis, les restaurateurs privés (1600 restaurants en 2014) et les particuliers qui reçoivent des touristes chez eux (environ 18 000 chambres). En dépit d'un fort effet de concentration, qui profite avant tout aux grandes entreprises hôtelières et d'organisation de circuits, le tourisme irrigue et dynamise une partie importante des métiers de la nouvelle économie marchande privée, qu'il s'agisse de loueurs et restaurateurs, de chauffeurs, de réparateurs et fournisseurs des biens et services destinés à ces prestations, de guides, de musiciens et danseurs, de vendeurs d'objets touristiques et religieux ou de vêtements et accessoires, de ramasseurs de déchets recyclables, de prostitution plus ou moins explicite, etc. Il demeure que la croissance explosive du tourisme engendre aussi méfiance et craintes, ou tout au moins un certain malaise, notamment du fait que le tourisme contribue à renforcer les inégalités en tous genres, et particulièrement territoriales.

Le développement de l'activité touristique intensifie la circulation et la marchandisation d'images. Il s'accompagne en effet d'une intense patrimonialisation visuelle : bars fréquentés par Hemingway ou par des musiciens, reconstitutions de scènes véhiculant une nostalgie des années 1950, vieilles voitures et Cubains « typiques » font l'objet de cartes postales et de milliers de peintures vendues dans des échoppes des quartiers touristiques, des galeries ou des marchés « artisanaux » aménagés dans des lieux eux aussi patrimonialisés. Des *costumbristes* dûment patentés se font photographier contre espèces dans les quartiers touristiques, accoutrés de vêtements « coloniaux » et en train de fumer le cigare. Or la marchandisation et la

³⁹ Alors que les hommes sont plutôt conducteurs de taxis, plombiers, électriciens, peintres en bâtiment, maçons, mécaniciens, cordonniers, etc. En 2011, les femmes ne sont majoritaires que dans 11 % des branches d'activité autorisées (Echevarría et Lara 2012).

⁴⁰ Office national des statistiques cubaines : <http://www.one.cu/>

⁴¹ <https://www.cubonet.org/noticias/numero-de-visitas-de-turistas-estadounidenses-a-cuba-aumento-en-2015/> Un avion de 300 personnes atterrirait toutes les vingt secondes à Cuba (Jorge Luis Mario Sánchez, intervention à l'institut des Hautes études d'Amérique latine, Paris, 16 octobre 2015).

patrimonialisation parallèles à la mise en tourisme s'appuient sur des constructions de la féminité et de la masculinité régressives par rapport à ce contre quoi la révolution a lutté : les corps sexualisés des femmes sont exposés dans les brochures touristiques, modelés en poupées suggestives, peints sur des milliers de toiles exposées dans les marchés et boutiques pour touristes. L'homme cubain – hétéro ou homosexuel - est présenté comme joueur, danseur, bon amant. L'exotisation érotisée des corps croise dimensions sexuées et raciales : c'est la mulâtresse qui est mise en image et en désir, et l'homme noir qui est symbole de la Caraïbe cubaine musicale et danseuse. Les implications et significations de ces rapprochements sont de plus en plus analysées par des chercheurs mais aussi des mouvements de réflexion et de revendication construits autour de formes identitaires d'« afrodescendants ».

En second lieu, hyper sexualisation et marchandisation vont de pair avec une recrudescence de la prostitution – même exotisée sous le nom de *jineterismo*, entre escorte et prostitution – dont s'alarment maints féministes. Activité indissociablement liée aux temps où Cuba était « le bordel des Caraïbes », symbolisant, avec le travail de domestique, l'exploitation des femmes, qui caractérisent les sociétés capitalistes (Peciña, 2008), la prostitution avait été pratiquement éradiquée par la Révolution. Les maisons closes, bars de strip-tease et casinos ont alors été fermés et la FMC a ouvert dès 1961 des écoles destinés à former les prostituées et les domestiques pour leur ouvrir d'autres voies professionnelles. Son essor apparaît comme un expédient pour lutter contre l'appauvrissement des familles, qui détournent le regard lorsque leur fille ou fils se débrouille pour leur apporter un complément de revenu ou des produits divers. Les personnes qui se prostituent aujourd'hui présentent un profil bien différent de celles des années 1950 : éduquées, employées ou étudiantes, exerçant pour la plupart de façon indépendante⁴² et vivant dans leur famille. La demande touristique est le principal facteur qui en fait une activité rentable, dont le prolongement pourrait être une relation amoureuse stable, voire un mariage et un départ pour l'étranger. La prostitution façon « jineterisme » se greffe sur diverses activités de vente, de service de guides, d'accompagnement ou de cours de danse, et permet le développement d'un business lucratif de locations de chambres pour de courtes périodes (Fleites-Lear, 1996 ; Peciña, 2008 ; Molyneux, 1996 ; Proveyer Cervantes et alii, 2010). Le retour de la prostitution suscite une honte et une oprobre marquée par ces relents historiques. Elle est combattue comme une atteinte aux principes socialistes, le relâchement des systèmes de valeur et la poursuite d'une consommation futile (en particulier par la FMC), voire en butte à la répression policière, ce qui a contribué à la rendre moins visible.

En troisième lieu, l'économie touristique engendre des opportunités d'activité économique et d'emploi concentrés dans l'économie de services et de domesticité. Les hôtels et installations touristiques embauchent des effectifs croissants de personnels de service, emplois très cotés qui permettent de profiter des opportunités multiples procurées par la fréquentation régulière de cuisines, chambres, plages et autres lieux de divertissement. Du côté privé, les loueurs de logements, de plus en plus professionnalisés, emploient de façon de plus en plus systématique des personnels domestiques ; s'ils n'en sont pas les seuls employeurs, ils apparaissent comme l'un des principaux pôles pour ces emplois. Pour Romero Almodovar (2014 p. 3), le travail domestique rémunéré à domicile constitue une « zone de silence ». Pourtant, les petites annonces se multiplient qui recherchent des travailleuses destinées à faire le ménage et recevoir des touristes dans des logements de plus en plus souvent dissociés des lieux d'habitation familiaux⁴³. L'une d'entre elles les veut « éduquées, respectueuses, discrètes,

⁴² Si le proxénétisme n'est pas absent, il resterait marginal (Peciña, 2008).

⁴³ Voir notamment les sites www.cubisima.com, <http://cubaempleo.net/>, <http://cu.acciontrabajo.com/>, www.hosteltur.com/ofertas-empleo. Il faut préciser que, compte tenu de l'extrême rareté des accès à internet à

exécutrices responsables qui savent écouter et se laissent guider, de présentation correcte, etc. »⁴⁴. De l'autre côté, les annonces de recherche d'emplois de domestiques se multiplient également, non seulement à plein temps, mais explicitement comme complément à un emploi professionnel, hors des horaires de travail salarié ou en les aménageant.

Silvia travaille chez mes logeurs comme employée de maison : eux sont médecins, et s'absentent pendant la journée, mais l'activité de location de deux chambres aux touristes leur permet de rémunérer une employée à plein temps. « J'étais secrétaire dans une fabrique. Mais je gagnais peu d'argent. Quand on a su que Julio et Isabel cherchaient quelqu'un, avec mon mari on a décidé que je quitterais mon travail pour prendre celui-ci. Mais on habite très loin, on ne peut le faire que parce que mon mari a une voiture de son centre de travail et de l'essence, sinon cela ne vaudrait pas la peine »⁴⁵.

Nombre de ces employés, hommes et femmes, sont des enseignants, ingénieurs, professionnels et autres techniciens, qui choisissent ces branches d'emplois subalternes et peu qualifiés, bien plus lucratifs que leurs revenus d'emploi public. Principal argument dans leur dilemme moral, les revenus bien supérieurs que procurent ces activités, complétés par de substantiels bénéfices secondaires : pourboires, produits d'hygiène et vêtements offerts ou laissés par les touristes lors de leur départ, intermédiation pour des services et livraisons du marché noir (voiture avec chauffeur, visites guidées, spectacles, langoustes...). Fleites-Lear (1996) qualifie cette tendance à faire de nécessité vertu, dans des conditions parfois humiliantes pour des personnes souvent de haut niveau de qualification, de « prostitution de valeurs ». Ajoutons que la répartition des emplois liés au tourisme suscite une polémique parmi les chercheurs et dans la presse cubaine : « Pourquoi n'y a-t-il pas d'employés noirs dans la réception ou dans les bars des hôtels, ou derrière les comptoirs des magasins ? », interpelle un article du site de presse Cubanet, intitulé « Tourisme, emploi et couleur de la peau »⁴⁶, qui n'hésite pas à parler de « sélectivité raciste », assignant les Noirs aux services de nettoyage et aux lieux de travail où ils sont moins visibles. Si le constat est trop radical pour être pris au pied de la lettre, il semble avéré comme tendance.

Conclusion

J'ai analysé dans ce texte la façon dont les transformations de l'économie et de la société cubaines se greffaient sur des structures patriarcales résistantes pour produire des « effets de genre », au détriment de l'égalité entre femmes et hommes, et de l'émancipation de ces dernières. J'ai aussi évoqué, quoique brièvement, comment la réactivation d'autres rapports

Cuba, le développement de ces sites est significatif et ne peut que représenter la dynamisation du secteur privé parmi une couche connectée et relativement privilégiée de la population. Un autre signe en est la fréquence de l'affichage de numéros de téléphone portable, eux aussi un signe de relatif bien-être matériel.

⁴⁴ Annonce formulée en ces termes : « Se solicita personal femenino para limpieza en casa de renta ».

Puesto de trabajo: Domésticas (2) en Casa de Renta en Miramar

Categoría: Otro, **Horario:** 8 a 5, **Salario:** a conveniar cuc

Observaciones sobre el puesto de trabajo: Educadas, respetuosas, discretas, cumplidoras responsables y que sepa escuchar y se dejen guiar, de correcta presencia, limpias ágiles ordenadas, con dominios de cocina, limpieza, arreglo de habitaciones, lavado, planchado, u otras necesidades domésticas que se presenten. Deben vivir en Playa, trabajarán cada tres días. De 8 a 5 trabajos fuera de horario se ajustan en el día. otros aspectos que se precisan en la entrevista (<http://www.cubisima.com/empleos/domesticas-2-en-casa-de-renta-en-miramar-la-habana!7717!3.htm>).

⁴⁵ Journal de terrain, décembre 2013.

⁴⁶ <https://www.cubanet.org/destacados/turismo-empleos-y-color-de-la-piel/> Cubanet se définit comme un site de presse indépendante, fondé en 1994 en Floride, en appui au développement d'une société civile elle-même nécessaire à la démocratisation cubaine. Plusieurs de ses articles sont consacrés à ces questions, par exemple <http://www.cubanet.org/CNews/y05/nov05/18a5.htm>

sociaux produisait un creusement des inégalités de race, de position sociale, économique et culturelle, et de territoire. Pour reprendre le terme de Echevarría *et alii.* (2015), la “brèche d’équité” se creuse et, derrière les pénuries diverses, se révèlent de façon de plus en plus visible inégalités et conflits d’intérêts dans la répartition et l’accès à divers types de ressources économiques, politiques, culturelles et territoriales. Ainsi, là où la Révolution et ses institutions avaient tenté de construire un groupe aux intérêts homogènes – les femmes, et au-delà, le peuple – resurgissent des distinctions matérielles et symboliques et des positions segmentées, hiérarchisées et en opposition conflictuelles (Pfefferkorn 2007 : 159) qui possèdent les caractéristiques de rapports de classe, et puisent partiellement à d’anciens rapports sociaux étouffés par les politiques révolutionnaires et réactualisés.

Le bouillonnement d’ouvertures multiples qui imprègne Cuba depuis quelques années démultiplie néanmoins les possibles et les bifurcations de trajectoires. Ce bouillonnement engendre également de multiples initiatives sociales, culturelles, politiques, communautaires qui, si elles sont toujours contraintes par le cadre politique et bureaucratique, parviennent à s’exprimer, portées notamment par l’essor d’internet et des moyens de communication électroniques. Du côté des coopératives notamment, se tentent en ce moment des innovations qui tentent de conjuguer rentabilité économique, éthique du travail et justice sociale, dans un esprit de développement local et d’engagement communautaire (i.e. de quartier). Le devenir de la société cubaine se joue entre ces trois forces : évolution de la rigidité et de la centralisation bureaucratiques, essor des logiques marchandes et engagements dans la rénovation du socialisme à partir des territoires locaux.

Bibliographie

ANDAYA, Elise, *Reproducing the Revolution : Gender, Kinship and the State un Contemporary Cuba*, Dissertation, Ph.D. in Anthropology, New York University, 2007.

ARES MUZIO Patricia et BENITEZ PEREZ María Elena, *Familia cubana : nuevos retos y desafíos a la política social*, La Havane, IPS CUBA, Enfoques, n° 21, 2009. Disponible sur: [≤ www.cubaalamano.net >](http://www.cubaalamano.net). Accès en avril 2014.

AREZ MUZIO Patricia, « Familia, ética y valores en la realidad cubana actual », *Temas*, n° 15 : 57-64, julio-sept, Habana, 1998, Disponible en: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=13901803>

ARGYRIADIS Kali, «El desarrollo del turismo religioso en La Habana y la acusación de mercantilismo », *Desacatos*, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social Distrito Federal, México, n° 18, mayo-agosto 2005, p. 29-52

BLOCH Vincent, « Les dédales du régime cubain, 1959-1989 », in BLOCH V., LETRILLARD, Ph, (coord.) 2011, *Cuba, un régime au quotidien*, Paris, Choiseul, 2011, p. 9-62.

BLOCH Vincent, LETRILLARD, Philippe, (coord.), *Cuba, un régime au quotidien*, Paris, Choiseul, 2011.

BROTHERTON, Pierre Sean, "Health and Health Care in Cuba: History after the Revolution: Key Phases and Overviews of Health Development," in Alan West-Durán, ed., *Cuba: People, Culture, and History*. NY: Charles Scribner's Sons, 2011, pp. 478-485.

CATASUS CERVERA, Sonia I., « La population de Cuba, principales caractéristiques et tendances démographiques », *Les dossiers du CEPED* n° 39, 1996.

CENTER FOR DEMOCRACY IN THE AMERICAS, *Women's Work. Gender Equality in Cuba and the Role of Women Building Cuba's Future*, CDA, Washington DC, 2013.

CHAUFAN Claudia, « Unraveling the « Cuban miracle » : a conversation with Dr. Enrique Beldarrain Chaple », *Social Medicine*, vol. 8, n° 2, 2014, p. 93-98.

CHAVEZ NEGRIN Ernesto, « El combate contra la pobreza en Cuba. Políticas públicas y estrategias familiares », Seminario internacional « El rol del Estado en la lucha contra la pobreza », Recife, Brasil, Marzo 2003.
<http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/cuba/cips/caudales05/Caudales/ARTICULOS/ArticulosPDF/0318C094.pdf>.

COJIMAR Julia, « Les Vázquez: une économie familiale à la Havane », IN BLOCH V., LETRILLARD, Ph, (coord.) 2011, *Cuba, un régime au quotidien*, Paris, Choiseul, 2011, p. 63-81.

COJIMAR, Julia , « Bienestar ficticio y malestar real en Cuba. Los Vázquez : Etnografía de una economía familiar en La Habana », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, 2008, mis en ligne le 25 avril 2008, consulté le 04 janvier 2016. URL : <http://nuevomundo.revues.org/30675> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.30675

DESTREMAU Blandine, « Que 'boa familia' ? Assistência e solidariedade familiares em Cuba », in : Garcia dos Santos y. & Enriquez Rosas r. (eds.) *Assistência e família na América Latina: intimidade, vínculos sociais e gênero*, , Dossier thématique de la revue *Cadernos de Pesquisa*, Fundação Carlos Chagas, São Paulo, Brésil, n° 152, avril-juin 2014a, p. 290-311.

DESTREMAU Blandine, « L'extension du marché à Cuba : une « nouvelle transformation » ? », in : Servet J.-M., Hillenkamp I. (eds.), *Comprendre autrement le marché. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris, Classiques Garnier, collection Ecrits sur l'Economie, 2014b, p. 251-274.

DESTREMAU Blandine, « Crise de la reproduction sociale et refamilialisation de l'État social à Cuba : Adieu la « femme nouvelle » ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 53, 2015a, consulté le 28 décembre 2015.
URL : <http://interventionseconomiques.revues.org/2637>

DESTREMAU Blandine, « Le vieillissement à Cuba, un défi majeur », *Cahiers de santé publique et de protection sociale*, Fondation Gabriel Péri, décembre, 2015b, p. 14-21.

DESTREMAU Blandine, « Universalité, inégalités, famille. Du tournant des politiques d'assistance cubaines », in : Destremau B., Georges I. (eds.), *Le gouvernement des pauvres en Amérique latine. La police du genre*, Paris, Aix-en-Provence, Karthala – Cherpa, coll. Questions transnationales, 2016 (à paraître).

DIAZ, Elena, "*Mujer Cubana: Desarrollo Social y Participación.*", *Cuadernos de Nuestra América*, La Habana, vol. VI, n° 13, 2004.

DUBUISSON-QUELLIER, Sophie et PLESSZ, Marie (2013), « La théorie des pratiques », *Sociologie* [En ligne], n° 4, vol. 4, 2004, consulté le 29 décembre 2015.
URL : <http://sociologie.revues.org/2030>

DURAN Alberta, « Transformaciones sociales y familias en Cuba : desafíos para las políticas sociales », Castilla C., Rodriguez C. L., Cruz Y. (eds.), *Cuadernos del CIPS*, Experiencias de investigación social en Cuba, Publicaciones Acuario, La Habana, 2010, p. 80-109.

ECHEVARRIA, Dayma, « Trabajo remunerado femenino en dos momentos de transformación económica », *Temas* n° 80, oct.-dic. 2014, p. 4-10.

ECHEVARRIA, Dayma, et LARA, Teresa, “Cambios recientes, oportunidad para las mujeres?” in *Miradas a la Economía Cubana*, Vidal A. P. y Everleny Perez Villanueva O. (eds.), Editorial Caminos, Havana, 2012).

ECHEVARRIA, Dayma, DÍAZ FERNANDEZ Ileana, ROMERO ALMODOVAR Magela, “Política de empleo en Cuba 2008-2014: desafíos a la equidad en Artemisa”, *Revista del CESLA*, n° 18, 2015, p. 271-294.

FEINSILVER, Julie M., *Healing the Masses. Cuban Health Politics at Home and Abroad*, University of California Press, 1993.

FERNÁNDEZ Damián et HANSIG Katrin (with the collaboration of Alma DE ROJAS) « Social Justice in Cuba: Now and in the Future », *A Conference Report*, FOCAL & CLACSO, 2009, <https://cri.fiu.edu/research/...reports/social-justice-fernandez-hansing.pdf>

FLEITES-LEAR Marisela, « Paradojas de la mujer cubana », *Nueva Sociedad*, n° 143, Mayo-Junio 1996, p. 41-55.

FRANCO SUAREZ, María del Carmen ; ALFONSO, Alina, *El Perfil Sociodemográfico de los hogares cubanos. Analisis por territorios*, *Cadernos de Estudios de Población y Desarrollo*, *Hogares Cubanos*, Oficina Nacional de Estadísticas (ONE), La Habana, 2008.

GAY-SYLVESTRE Dominique, *Etre femme à Cuba. Des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires*, Paris, L’Harmattan, 2006.

HERRERA LINARES, Santiago, *La vivienda en Cuba. Nuevo enfoque legal*, Editorial de Ciencias sociales, La Habana, 2013.

KING, Marjorie, “Cuba’s Attack on Women’s Second Shift 1974-1976”, *Latin American Perspectives*, vol. 4, n° 1/2, Winter-Spring, 1977, p. 106-119.

LUTJENS Sheryl L., « Reading between the Lines. Women, the State and Rectification in Cuba », *Latin American Perspectives*, issue 85, vol. 22 n° 2, 1995, p. 100-124.

MESA-LAGO Carmelo, *Institutional Changes of Cuba’s Economic-Social Reforms. State and Market Roles, Progress, Hurdles, Comparisons, Monitoring and Effects*, University of Pittsburgh, 2014, <http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2014/08/cubas-economic-social-reform-mesalago/cubaseconomicsocialreformsmesalago.pdf>

MOLYNEUX Maxine, « State, Gender and Institutional Change in Cuba’s ‘Special Period’ : the *Federacion de Mujeres Cubanas* », University of London, Institute of Latin American Studies, Research paper n° 43, 1996.

NUÑEZ SARMIENTO, Marta, « La cara de Género del cuentapropismo habanero », *Témas*, n° 80, 2014, p. 79-87.

PECIÑA, Martha, « Les femmes cubaines à l’épreuve de la crise économique », *Cahiers des Amériques latines*, n° 57-58, 2008, p. 159-172.

PFEFFERKORN Roland, *Genre et rapports sociaux de sexe*, Lausanne, Éditions Page 2, coll. « Empreinte », 2012.

PFEFFERKORN Roland, *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes*. Paris, Éd. La Dispute, coll. Le genre du monde, 2007.

PROVEYER CERVANTES, Clotilde, FLEITAS RUIZ, Reina, GONSALEZ OLMEDO, Graciela, MUNSTER INFANTE, Blanca et AUXILIADORA CESAR, María, *50 años despues : Mujeres en Cuba y cambio social*, Oxfam International, La Habana, 2010.

RECKWITZ Andreas, « Toward a theory of social practices : A development in culturalist theorizing », *European Journal of Social Theory*, vol. 5, n° 2, 2002, pp. 243-263. DOI : [10.1177/13684310222225432](https://doi.org/10.1177/13684310222225432)

RODRIGUEZ REYES Inalvis, « Relaciones de género en la familia cubana : ¿espacio de igualdad o desigualdades ? », *Temas*, n° 48 : 109-118, La Habana, 2006.

RODRIGUEZ RUIZ Pablo, « Notas para una aproximación a la cultura del rebusque en Cuba », *Miradas sobre Cuba*, Observatorio social de América Latina, CLACSO, Buenos Aires, Dec. 2014, p. 81-100.
http://www.clacso.org.ar/institucional/1h3_libro_detalle.php?idioma=&id_libro=926&pageNum_rs_libros=

ROMERO ALMODÓVAR, Magela, « Lo doméstico como excusa para visibilizar un ‘trabajo que no existe’. Apuntes para su análisis en el contexto cubano », II Simposio Internacional del Centro de Investigaciones Psicológicas y Sociológicas (CIPS), 10-12 de Noviembre 2010, La Habana, mimeo.

ROMERO ALMODÓVAR, Magela, “De lo simbólicamente exacto a lo simbólicamente verdadero. Domésticas y Revolución en Cuba: entre cambios y desafíos », CLACSO, Buenos Aires, 2014, Documento de trabajo, <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/becas/20141128035630/ensayomagelaromero.pdf>

SAFA, Helen, « The Matrifocal Family and Patriarchal Ideology in Cuba and the Caribbean », *Journal of Latin American Anthropology*, vol. 10, n° 2, 2005, p. 314-338.

SOUTHERTON Dale, « Analysing the temporal organization of daily life : Social constraints, practices and their allocation », *Sociology*, vol. 40, n° 3, 2006, p. 435-454.

URIARTE-GASTON, Miren, Social policy responses to Cuba’s economic crisis of the 1990s. *Cuban Studies*, v. 35, 2004, p. 105-136.

VERA ESTRADA Ana, *Guajiros del siglo XXI*, La Havane, Instituto Cubano de Investigacion Cultural Juan Marinello, 2013.

VERA ESTRADA, Ana & DIAZ CANALS, Teresa. « Family, marriage and households in Cuba », in HENNON, Ch. B. WILSON, S. M. (Eds.), *Families in a Global Context*. New York, Routledge, 2008. p. 465-491.

VOGHON HERNANDEZ Rosa Maria, « Empobrecimiento y sucesión generacional : un estudio sobre familiares », *Temas*, n° 71 : 50-57, julio-sept. 2012, Habana.

WEHRLI, Angelica, « ¡No es fácil! – Facing daily challenges in Havana, Cuba », *Autrepart : Revue de sciences sociales au Sud*, « Les mondes post-communistes. Quels capitalismes? Quelles sociétés? » Paris, Armand Colin, vol. 48, 2008, p. 73-86.

WEHRLI, Angelica, « Ama de Casa: a hidden form of entrepreneurial success? Re-Challenging Gendered Roles », *International Journal of Cuban Studies*, London, vol. 2, n° 3-4, 2010, p. 104-116.

ZABALA ARGÜELLES, Maria del Carmen, *Familia y pobreza en Cuba: estudio de casos*, La Habana: Acuario, Centro Felix Varela, 2010.

ZABALA ARGÜELLES, Maria del Carmen, *Jefatura femenina de hogar, pobreza urbana y exclusión social*, CLACSO, 2009, <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/clacso-crop/20120518123225/arguelles.pdf>.

ZIMMER Lynn, « Tokenism and Women in the Workplace: The Limits of Gender-Neutral Theory », *Social Problems*, vol. 35, n° 1, feb., 1988, p. 64-77.

